



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 10– 5 mai 2021

## En bref

### Nouveau record pour les envois de fonds des migrants au Mexique.

En mars 2021 les transferts des migrants ont atteint 4,15 Mds USD (soit 83 Mds MXN), soit une augmentation de 2,6% g.a. Au cours du T1 2021, les transferts de fonds des migrants ont atteint quant à eux 10,6 Mds USD, en hausse de 13% g.a. Les *remesas* représentent désormais au T1 2021 près de 1,2% du PIB mexicain (contre 1% au T1 2020 et 0,8% au T1 2019). En 2020, les transferts de fonds des migrants ont atteint 40,6 Mds USD, contre 29,1 Mds USD pour les IDE, ce qui fait des *remesas* la première source d'entrée de devises étrangères pour le Mexique.

## LE CHIFFRE À RETENIR

+13%

Hausse des transferts de fonds des migrants au cours du premier trimestre 2021 (en glissement annuel)

## Zoom sur

Quatre jours après sa prise de fonction, la nouvelle assemblée législative du Salvador a voté la révocation des juges de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême de Justice et du Procureur général, marquant une nouvelle étape dans la politique de consolidation des pouvoirs du Président Bukele, à travers ce que certains observateurs ont appelé un « coup d'Etat ». Le Parlement élu en février dernier, à majorité pro-gouvernementale, reproche notamment à l'organe de justice l'arrêt de certains décrets relatifs à la gestion de l'urgence sanitaire. Le procureur général a quant à lui été destitué de ses fonctions pour manque d'indépendance et accusé d'avoir des liens d'amitié avec le parti d'opposition ARENA. Le Parlement a dans la foulée nommé le nouveau procureur général ainsi que cinq juges. La victoire du parti Nuevas Ideas aux

législatives, avec une marge sans précédent depuis plus de trente ans, consolide le pouvoir du Président et sa capacité à modeler le paysage législatif, économique et judiciaire du pays.

Cette décision a suscité de vives et rapides réactions des opposants locaux mais aussi de la communauté internationale. La vice-présidente des Etats-Unis, Kamala Harris, a notamment regretté l'action du Parlement pour « saper » le plus haut tribunal de la nation arguant que les Etats-Unis « devaient agir ». Des organisations internationales telles que l'Organisation des Etats Américains, l'UE et les Nations Unies ont eux aussi regretté cette décision soulignant qu'elle portait atteinte aux libertés fondamentales de séparation des pouvoirs. Une vingtaine d'organisations de la société civile salvadorienne se sont inquiétées d'une possible crise économique. La Chine, dont le Salvador est le seul partenaire diplomatique dans la région, a annoncé respecter la souveraineté du pays s'agissant d'affaires internes.

## Mexique

### 1 COVID-19

**A la fin de la journée du 5 mai, le Mexique enregistrait 218 007 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,96% en une semaine. 2 355 985 cas confirmés ont été enregistrés (+0,81% en une semaine).**

**Un premier cas du variant indien détecté à San Luis Potosi.** Le nombre de nouveaux cas quotidiens continue de diminuer. Avec le plan de vaccination des enseignants, les écoles pourraient bientôt rouvrir après plus d'un an de fermeture.

### 2 FINANCES PUBLIQUES

**Les dépenses effectuées par le gouvernement mexicain pour l'achat de vaccins s'élèvent à 17 Mds MXN (830 MUSD).** Les paiements ont été effectués dans le cadre de sept contrats avec

Pfizer, AstraZeneca, CanSino, l'initiative COVAX des Nations Unies, Sputnik V, SerumInstitute of India et Sinovac. Le Trésor mexicain prévoit 32 Mds MXN (1,6 Md USD) pour l'achat de tous les vaccins prévus dans le cadre de ces contrats.

**Le Service de l'administration fiscale (SAT) a enregistré une hausse du recouvrement fiscal de 28,9% g.a au T1 2021.** Ainsi, la collecte a atteint 52 Mds USD au premier trimestre de l'année (dépassant les prévisions du SAT de 49,5 Mds USD), contre 40,4 Mds USD au T1 2020 et 41,4 Mds USD au T1 2019. Les experts soulignent que l'augmentation du recouvrement des impôts est due au fait que les contribuables ont pris conscience de la campagne de sensibilisation du Trésor public en matière de respect des obligations fiscales, de sorte que les entreprises se sont tournées vers l'autocorrection et que les particuliers ont également été régularisés pour éviter les pénalités.

### 3 ECONOMIE

**Le commerce bilatéral entre le Mexique et les États-Unis a enregistré son record historique. En outre, au T1 2021, le Mexique s'est consolidé en tant que premier partenaire commercial des États-Unis.** Le commerce total (exportations plus importations) entre le Mexique et les États-Unis s'est élevé à 56,9 Mds USD en mars, le niveau le plus élevé de la série historique. Le programme de soutien fiscal du gouvernement états-unien (qui s'élève à 1900 Mds USD) a contribué à relancer l'activité économique et le commerce extérieur mexicain. De manière désagrégée, les exportations mexicaines de biens ont atteint une valeur de 33,4 Mds USD en mars, soit une hausse de 10,9% g.a. D'autre part, les importations mexicaines provenant des États-Unis ont atteint 23,5 Mds USD, ce qui représente une croissance de 17,3% g.a. Au cours du premier trimestre de l'année, le commerce bilatéral a atteint 153,9 Mds USD, un chiffre supérieur de 4,1% à celui observé au cours de la même période de l'année dernière. Ainsi, le Mexique a clôturé le premier trimestre de l'année en tant que premier partenaire commercial des États-Unis, représentant 14,8 % du commerce total entre les États-Unis et le reste du monde (soit le volume de commerce bilatéral le plus élevé au monde).

**Le rythme de la reprise économique reste modéré en avril 2021, soutenu principalement grâce au rebond de l'activité de l'indicateur non manufacturier, selon l'Institut mexicain des cadres financiers (IMEF).** L'indicateur manufacturier de l'IMEF a diminué en avril de 0,7 point pour atteindre 50,3 (zone d'expansion de l'activité) pour un deuxième mois consécutif. L'IMEF souligne cependant des risques potentiels pour la reprise économique, notamment les effets potentiels d'une troisième vague de contagion de COVID-19, l'incertitude politique (qui affecte particulièrement les perspectives d'investissement) et la dégradation du marché du travail.

**L'enquête des prévisions économiques de la banque Citibanamex, qui recueille les prévisions des experts, estime un consensus de taux de croissance à 4,9% pour 2021** (une hausse de 20 points de base par rapport à la dernière enquête). Les experts prévoient également un taux de croissance de l'ordre de 2,7%. L'enquête souligne aussi une hausse des anticipations portant sur le taux d'inflation, qui est attendu à 4,65% pour la fin de l'année 2021 (contre 4,20% lors du sondage précédent). Quant au taux directeur, les analystes prévoient qu'il clôturera l'année à 4%.

**Forte hausse des cours des matières premières sur les marchés internationaux.** Le maïs, le soja et le blé enregistrent des prix record en raison des conditions météorologiques et de la croissante demande agricole en raison de la pandémie. Ainsi, depuis le début de l'année 2021 le prix du maïs a augmenté de 39,1%, le soja de 17% et le blé de 14,7%. Cette augmentation des prix a des conséquences directes sur l'inflation au Mexique, avec une hausse de l'indice des prix des denrées alimentaires de 6,05% g.a.

#### 4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

**Pemex a annoncé des pertes de 1,8 Md USD au T1 2021.** Selon l'entreprise ces pertes sont dues essentiellement à la dépréciation du MXN vis-à-vis de l'USD. En ce qui concerne la production pétrolière, le mois de mars était le cinquième mois consécutif de croissance, avec 1,75 M de barils par jour (contre 1,73 M de barils par jour en février). Pemex a également souligné qu'en mars 2021 les six raffineries de la compagnie auraient traité 823 000 barils de pétrole par jour, soit le niveau le plus élevé depuis juin 2017.

**Au T1 2021 la dette totale de la Commission fédérale de l'électricité (CFE) a augmenté de 20 % en glissement trimestriel.** Le passif total de CFE

a augmenté de 5,3 % en raison de la réévaluation des dettes de location et des dettes contractées en devises étrangères, en raison de la dépréciation de 3,3 % du peso par rapport au dollar de décembre 2020 à mars 2021. En outre, les coûts d'exploitation de CFE ont connu une hausse de 68% g.a au T1 2021 en raison de l'augmentation des prix de l'énergie et des combustibles (notamment de l'augmentation des prix du gaz naturel en raison de la vague de froid glacial au sud des Etats-Unis en février).

## 5 ACTUALITES AGRICOLES

**La fiscalité des boissons alcoolisées appelée à évoluer pour favoriser les boissons artisanales au Mexique.** Plusieurs sénateurs ont appelé au passage d'un régime ad valorem à un régime ad quantum pour les boissons alcoolisées, comme dans la majorité des pays de l'OCDE. Le système actuel favorise selon eux les boissons industrielles à bas prix au détriment des boissons artisanales. La profession du Mezcal, alcool traditionnel à base d'agave, serait à l'origine de cette initiative politique

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 05/05/2021
Bourse (IPC)	-0,18%	+32,32%	48 487,94 points
Taux de change USD/MXN	+1,76%	-17,43%	20,26
Taux de change EUR/MXN	+0,7%	+7,96%	24,32
Prix du baril mexicain	+3,93%	+191,42%	62,86

# Amérique centrale

## 1. Région

**Dans le cadre de la visite officielle du Président Giammattei au Mexique. Andrés Manuel López Obrador a convenu de la mise en place d'un plan régional pour lutter contre l'immigration.** Ce plan, nommé «Semer la vie» et déjà opérationnel au Mexique, prévoit d'offrir des conditions plus prospères aux régions du sud du pays et au pays du Triangle nord dans le domaine agricole, de l'emploi et de la reforestation. Les deux pays ont par ailleurs annoncé le renforcement de la présence militaire aux frontières notamment grâce à la présence de 12.000 soldats mexicains.

**Lors de la 51<sup>ème</sup> conférence annuelle du Conseil des Amériques, la vice-présidente des Etats-Unis, Kamala Harris, a averti que la lutte contre la corruption devrait être au cœur du programme d'aide des Etats-Unis envers les pays membres du triangle nord.** La vice-présidente a précisé que les efforts américains dans la lutte contre la pauvreté, l'immigration, la crise sanitaire et environnementale seront conditionnés à la capacité des pays à s'attaquer en profondeur à la corruption

## 2. Costa Rica

**Le Costa Rica continue de présenter un taux d'impôt sur les sociétés le plus élevé des pays de l'OCDE.** L'initiative du double revenu global viendrait amplifier à nouveau la pression fiscale exercée sur les entreprises costariciennes. Actuellement le régime fiscal des entreprises se décompose en deux parties : un impôt sur le revenu de 30% et 15% supplémentaires en cas de distribution de dividendes. Le projet de double revenu global souhaite facturer les 15%

supplémentaires à l'entreprise, la 6ème année, même si l'entreprise ne distribue pas de dividendes. Autrement dit, la charge fiscale sur les entreprises pourrait atteindre 40,5%. Aujourd'hui le Costa Rica est de loin le 1er pays de l'OCDE en termes de charges fiscales effectives pour les entreprises (37,3%), dépassant de 7 points le Chili (en 2ème position) et la France (3ème), dont les charges fiscales sur les entreprises sont respectivement de 31,1% et 30,3%. En outre, dans le cadre de l'accord avec le FMI, il est également prévu d'augmenter le taux d'imposition sur tous les prélèvements à la source, ce qui découragera davantage les investisseurs étrangers.

### 3. El Salvador

Suite à la destitution des juges de la Cour suprême et du Procureur général par le nouveau Parlement à majorité absolue pro-gouvernementale, l'indicateur obligataire des marchés émergents (EMBI) du Salvador a connu une hausse de 1,1 point de pourcentage en un jour pour atteindre 6,5%. Cet indicateur développé par JP Morgan illustre la prime de risque pays par rapport aux bons du Trésor américain à 10 ans. Cette hausse du facteur risque est tirée par ces facteurs internes, ceux des pays de la région restant stables, à 2,2% pour le Guatemala et 3,1% pour le Honduras.

L'agence de notation Fitch a confirmé la note de dette publique long terme à «B- » avec perspective négative. La forte récession économique de 2020, la hausse du déficit budgétaire ainsi que la marge de manœuvre limitée en financements extérieurs en sont les principales raisons. L'agence précise cependant que la capacité du pays à parvenir à un accord avec le FMI et l'aide des bailleurs multinationaux pourraient permettre d'alléger les contraintes d'emprunt à court terme. Fitch prévoit que le déficit se réduira à 7,5% du PIB en 2021 et 4,9% en 2022, contre 10% en 2020.

### 4. Guatemala

La Banque centrale a annoncé la continuité d'une politique monétaire accommodante avec le maintien du taux d'intérêt directeur à 1,75% alors que le taux d'inflation devrait atteindre 4,5% d'ici fin 2021. Le Conseil monétaire a par ailleurs révisé à la hausse la perspective de croissance de onze secteurs d'activité comprenant en particulier l'industrie (pour atteindre +3,9% en 2021), la construction (+7,6%), le transport (+6%), le tourisme (+8%). La Banque centrale a enfin revu à la hausse ses estimations de commerce extérieur pour atteindre une croissance de 10% g.a pour 2021 notamment grâce à la hausse prévue des exportations textiles.

Dans le cadre de sa visite virtuelle au titre de l'article IV, le FMI a présenté ses conclusions préliminaires soulignant notamment des perspectives économiques incertaines et la nécessité de réformer le modèle économique pour lutter contre la pauvreté, la malnutrition et appuyer les programmes d'éducation. L'organisme international précise l'importance de mettre en place des réformes économiques concrètes pour retrouver de l'attractivité auprès des investisseurs étrangers. Le FMI ajoute qu'en l'absence de Budget actualisé pour l'année 2021, le gouvernement devra se concentrer sur un rééquilibrage pour prioriser les programmes sociaux, environnementaux et d'investissement public. Enfin le document avertit que la récupération économique du Guatemala ne passera que par une campagne de vaccination efficace, transparente et rapide.

### 5. Honduras

La pauvreté a augmenté de 10,7 points de pourcentage g.a en 2020 pour toucher 70% de la population selon une étude de l'Université nationale autonome (Unah), première université du pays. Le document précise également que 53% des ménages vivent dans l'extrême pauvreté

soit une augmentation de 16,7 points de pourcentage. La crise sanitaire et le passage des ouragans Eta et Iota ont aggravé une situation économique et sociale déjà préoccupante. La croissance moyenne annuelle de 3,3% depuis 2001 a été insuffisante pour réduire les inégalités et promouvoir le développement économique inclusif du pays. Selon l'UNAH, l'accès à la vaccination et une réforme de l'éducation doivent être les deux priorités du gouvernement pour lutter contre la pauvreté

## 6. Nicaragua

**L'Assemblée nationale, à majorité sandiniste, a approuvé la réforme des dispositions électorales, contraignant notamment la participation d'opposants politiques au scrutin de novembre.** Cette réforme inclut notamment l'interdiction de se présenter aux élections à des partis ou des organisations ayant des financements extérieurs ou étant étiquetés comme « traîtres de la patrie » par le gouvernement. Cette réforme avait été rejetée par l'ensemble des partis d'oppositions, organisations civiles et monde des affaires ainsi que par les États-Unis notamment car vue comme un frein à la tenue d'un processus électoral démocratique.

**Selon la Superintendance des banques, les dépôts bancaires ont atteint 4,5 Mds USD à fin mars soit 23% g.a. À l'inverse, le portefeuille de prêts des banques à quant à lui baissé de 5,2% g.a. pour atteindre 3,6 Mds USD.** Ce manque de confiance envers le système financier et l'investissement entraîne un manque à gagner pour les acteurs bancaires et une surliquidité pour la Banque centrale, atteignant 40%

## 7. Panama

**Le prix du cuivre au Panama est à son niveau le plus haut depuis 2011, dépassant les 10 000 USD**

**la tonne.** Cette augmentation du prix de la matière première est en partie due à la demande chinoise, 1<sup>ère</sup> consommatrice de cuivre au Panama. First Quantum, entreprise canadienne, exploitante de la Mine de Panama, reporte avoir produit 82 000 tonnes de cuivre concentré et 35 000 onces d'or entre janvier et mars 2021. D'après le Ministère du Commerce et des Industries (MICI) de Panama, depuis 2019, l'État panaméen a reçu +27 M USD de la part de la Mine de Panama. En plus de ce montant, la Mine de Panama a indiqué que les procédures sont déjà en cours pour accrédi ter le paiement de 7,6 M USD correspondant au premier trimestre 2021 en redevances. Par ailleurs, le MICI entend renégocier le contrat de la Mine de Panama qui date de 1997. En effet, en 2018, la Cour Suprême panaméenne a déclaré inconstitutionnels certains articles de la loi n°9, servant notamment de cadre juridique pour accorder l'exploitation du district minier de Donoso sous concession. Jusqu'à aujourd'hui, le MICI et les représentants de la Mine de Panama se sont rencontrés 14 fois pour discuter des aspects économiques, budgétaires, techniques et environnementaux du nouveau contrat.

**L'Université de Panama, dans une étude intitulée « Sécurité sociale et système de pensions au Panama : Crises et alternatives sociales », propose de revenir à un système solidaire pour l'ensemble du système de retraite.** La « nouvelle logique économique » proposée par un groupe d'universitaires est d'avoir comme seule priorité la protection de la population face aux risques divers de la vie. L'étude propose ainsi un nouveau modèle économique pour la Caisse de sécurité sociale du Panama, nouveau modèle capable de participer à une redistribution équitable des revenus. Ce nouveau modèle pourrait reposer sur deux piliers : 1/ La constitution d'un capital d'amorçage pour la création d'un Fonds de Sécurité Sociale, lequel serait administré par la CSS. Ce fonds pourrait fournir à la CSS un revenu annuel estimé par l'Université de Panama à 33 M USD. 2/ Un transfert annuel de recettes afin de consolider les finances de la CSS. Dans le cas du programme des retraites, le transfert de recettes

devrait être de 1,5-2% du PIB afin de combler le déficit. Par ailleurs, concernant l'informalité, l'étude propose à ce que l'Etat panaméen soutienne les travailleurs informels en couvrant la part sécurité sociale de l'employeur. De manière globale, l'Université de Panama, appelle à ce que le Gouvernement s'acquitte de sa responsabilité constitutionnelle en se chargeant du financement de la sécurité sociale.

**Les bénéfices nets du centre bancaire international panaméen ont chuté de 32% au premier trimestre 2021.** Cette chute s'explique notamment par une contraction significative des revenus obtenus par l'intermédiaire des banques de licence internationale (le paiement des dividendes ayant été différé), par une baisse du résultat opérationnel (-14,5%), et dans une moindre mesure par l'augmentation de 7% des dépenses pour provision. La Superintendance des banques du Panama signale toutefois que ce résultat négatif, n'a pas, pour autant, affecté la solvabilité et liquidité du système bancaire, composé de 68 institutions et préservé par des règles de régulation prudentielle. En effet, la loi régulant le marché bancaire panaméen prévoit un ratio minimum de fonds propres de 8%, ainsi qu'un taux de liquidité minimum de 30%, or aujourd'hui le secteur bancaire témoigne de sa bonne santé financière avec un ratio de fonds propres égal à 15,9% et un taux de liquidité de 62,7%. Par ailleurs, le 15 avril dernier, l'agence de notation Moody's a changé de négative à stable, sa qualification du système bancaire panaméen, inaugurant ainsi une récupération de l'économie du Panama.

**Selon l'Institut Centre-américain d'études budgétaires (Icefi), le Panama, serait le leader de la région Amérique Centrale en matière de croissance économique pour l'année 2021.** Bien que l'économie panaméenne ait été la plus touchée par la crise du coronavirus en 2020, il semblerait en effet que le Panama sorte de cette crise comme le grand gagnant en termes de PIB (prévision de croissance de 4% pour 2021). Le Panama a connu pendant la crise du coronavirus une contraction significative de ses deux piliers économiques historiques : l'hôtellerie-

restauration a connu une chute de 55,8% de son activité, quand le secteur de la construction a connu une baisse de 51,8%. Egalement, le commerce, qui transite essentiellement par le Canal et la Zone Franche de Colon (ZFC) a essuyé une baisse de 19,4% de son activité, affecté notamment par les restrictions internationales aux échanges et les mesures de confinement.

## Caraïbes

### 1. République Dominicaine

**La République dominicaine accélère le retour à la "normalité" en supprimant les restrictions d'âge et les comorbidités pour se faire vacciner.** Avec l'arrivée récente de deux millions de vaccins Sinovac (au coût unitaire de 18,63 USD), le Président de la République a annoncé le début de la 3ème étape du Plan National de Vaccination dans laquelle toute personne de plus de 18 ans pourra se faire vacciner contre le COVID-19. Au 4 mai 2021, 2,1 M doses de vaccin contre le coronavirus ont été administrées et 804 258 habitants ont pu recevoir les deux doses. Cette disposition vise à accélérer la réouverture des principales activités économiques et permettre le retour à l'école des élèves en présentiel.

### 2. Cuba

**Derniers chiffres de ventes de cigares cubains, second produit d'exportation du pays.** Après avoir enregistré un chiffre d'affaires de 531 MUSD en 2019 (soit +2% à par rapport à 2018), l'entreprise mixte cubano-espagnole « Habanos » a annoncé une légère diminution de son activité en 2020, avec un chiffre d'affaires de 507 MUSD (-4,5%). Confirmant une tendance déjà amorcée lors des années précédentes, la Chine gagne un rang en se plaçant ainsi au 1er rang des pays consommateurs de cigares cubains, suivi de

l'Espagne et de la France. L'Europe confirme, pour sa part, sa position de leader de l'une des principales exportations de Cuba, avec 60% de part de marché. Créée en 1994, la société mixte cubano-espagnole Habanos S. A. est le distributeur exclusif officiel des différentes marques cubaines de cigares avec une présence dans plus de 150 pays. Le tabac est l'un des produits emblématiques de Cuba (notamment pour la confection de cigares haut de gamme) avec des exportations s'élevant à près de 267 MUSD en 2019 (second poste avec 11% du total des ventes cubaines à l'étranger).



## Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 5 mai 2021</i>
Costa Rica	<b>260 535</b> Décès : 3 326
Cuba	<b>111 654</b> Décès : 694
Guatemala	<b>231 289</b> Décès : 7642
Haïti	<b>13 149</b> Décès : 260
Honduras	<b>216 964</b> Décès : 5 439
Jamaïque	<b>46 194</b> Décès : 794
Nicaragua	<b>6 989</b> Décès : 183
Panama	<b>365 975</b> Décès : 6 252
El Salvador	<b>69 997</b> Décès : 2 141
République dominicaine	<b>268 561</b> Décès : 3 509

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>